



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 21 AVRIL 2021

MONUSCO

REPRESENTANTE SPECIALE :

Depuis sa visite à Beni la semaine dernière, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, a poursuivi son travail politique et de plaidoyer, ici à Kinshasa.

Elle souligne l'importance capitale d'un engagement politique de tous les acteurs pour réduire les tensions, y compris les violences intercommunautaires qui se sont manifestées dans le contexte de ces tensions, en particulier à Goma. Un rôle positif des politiques de tous bords est essentiel pour régler les problèmes à l'Est de la RDC, en plus du travail militaire nécessaire pour venir à bout des groupes armés nationaux et étrangers.

En outre, la Représentante spéciale salue le dépôt du programme du gouvernement auprès du Président de l'Assemblée nationale hier.

Enfin, vendredi dernier, Madame Keita a été reçue à Kinshasa par les femmes leaders de la RDC, parlementaires, ministres, représentantes du Chef de l'État, entrepreneures et membres de la société civile. Elle a réaffirmé son engagement à travailler au retour de la paix et a aussi accueilli favorablement la proposition de créer un cadre permanent d'échange entre les femmes leaders de RDC et elle-même.

Le réseau des femmes leaders africaines (AWLN, selon son acronyme anglais) est un réseau continental de femmes leaders lancé par ONU Femmes et l'Union africaine. Le Chapitre de la RDC est le premier à avoir été fondé. L'ambition de ce réseau est de créer une force continentale de femmes leaders qui contribuent à la transformation de l'Afrique conformément à l'Agenda 2063 pour l'Afrique et à l'Agenda mondial pour le développement durable 2030.

SENSIBILISATION :

La MONUSCO, à tous les niveaux, a poursuivi ces dernières semaines ses engagements politiques, ainsi qu'avec les groupes de pression et la société civile, pour maintenir le dialogue dans le contexte de tensions persistantes sur le terrain.

C'est ainsi qu'hier, des rencontres ont eu lieu à Mamove et à Komanda avec des représentants des communautés sur les moyens d'améliorer les mécanismes de protection des civils.

La MONUSCO a aussi organisé des consultations avec des représentants de la société civile à Goma pour discuter de la situation sécuritaire dans la ville, dans le contexte des tensions communautaires qui ont éclaté récemment.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Enfin, lundi, c'est à Aveba, dans la chefferie de Walendu Bindi, que des représentants de la MONUSCO ont rencontré des chefs traditionnels pour recueillir leur perspective et leur vision de la situation actuelle.

La Mission a aussi multiplié ses efforts de sensibilisation, notamment en Ituri. Samedi dernier, 17 avril, plus de 700 étudiants et personnel académique de l'Institut supérieur pédagogique ISP de Bunia ont participé à une session d'information sur le mandat de la MONUSCO. A cette occasion, la MONUSCO a rappelé qu'elle n'avait pas pour vocation de se substituer à l'État congolais souverain, et qu'elle agissait dans une logique de partenariat et d'appui aux autorités congolaises.

De même, lundi 19 avril, la MONUSCO, à travers ses Sections Genre et Information publique, a organisé à Bunia une matinée de réflexion sur le rôle et les responsabilités des journalistes dans une zone de conflit. A cette occasion, la MONUSCO a rappelé que dans le contexte sécuritaire actuel de l'Ituri, fait d'insécurité, les journalistes sont appelés à pratiquer un journalisme citoyen, qui évite la désinformation et qui vise à fédérer et non à diviser une société déjà meurtrie par le communautarisme et l'insécurité.

Enfin, la Section des Affaires civiles du bureau de terrain Petit Nord a organisé ce week-end un forum en collaboration avec le Conseil Local de la Jeunesse CLS de Nyanzale relevant du territoire de Rutshuru sur le mandat et les activités de la MONUSCO. 80 jeunes dont 37 femmes issus des quartiers de Kikuku et Bwalanda ont pris part à cette session qui visait à sensibiliser les jeunes sur leur rôle important dans le soutien au processus de paix et de stabilité dans la chefferie de Bwito.

SUD KIVU :

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire dans le territoire de Kalehe s'est considérablement détériorée entre les communautés Tembo et Hutu. Compte tenu de ce développement, la MONUSCO projette de déployer rapidement des bases temporaires (SCD) à Katasomwa et Tchigoma, afin de protéger les civils, en appui aux efforts du Gouvernement provincial, afin de poursuivre le processus de réduction des tensions.

Dès le début du mois d'avril, la MONUSCO, conjointement avec le Gouvernement provincial, avait facilité des discussions pour apaiser ces tensions. Ces efforts avaient abouti à la signature le 6 avril d'une déclaration conjointe pour la cohabitation entre ces deux communautés. Une mission d'évaluation conjointe composée du Ministère Provincial de l'Intérieur, de la MONUSCO, du Haut-Commissariat aux Réfugiés, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et du Programme alimentaire mondial y a été organisée le jeudi 15 avril. La MONUSCO va poursuivre ses efforts pour appuyer un processus de dialogue qui permette de ramener la paix entre les communautés.

Les attaques perpétrées le 17 avril contre les hôpitaux ruraux de Tchigoma et de Nuyamikubi, dans le territoire de Kalehe, sont inacceptables et constituent des violations graves du droit humanitaire international. Attaquer un hôpital ou un centre de santé est un acte odieux parce qu'il met en péril la vie de toutes les personnes, femmes, hommes, enfants qui bénéficient des services de cet établissement. La MONUSCO exhorte les autorités à retrouver les responsables de ces attaques et qu'ils en répondent devant les institutions compétentes.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO appelle toute les parties prenantes, autorités traditionnelles, communautaires, politiques, société civile, à la retenue et au sens des responsabilités, et les exhorte à privilégier les voies pacifiques pour la résolution de leurs différends.

JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME :

La Section d'appui à la justice (JSS) va lancer au cours de cette semaine deux projets à impact rapide (QIP) pour la construction et l'équipement du Tribunal pour enfants de Goma et le Parquet militaire détaché de Masisi. Les fonds ont été d'ores et déjà décaissés pour le lancement des travaux de construction et d'équipement d'infrastructures judiciaires dont l'objectif principal est de rapprocher la justice de la population et de contribuer à la lutte contre l'impunité.

Une mission de la Section Conduite et Discipline est en cours depuis hier à Kitchanga et ce jusqu'à demain dans l'objectif de former et d'évaluer les casques bleus sur les risques d'exposition à l'exploitation et aux abus sexuels. Le but de cette mission est également d'apporter assistance à une victime.

Des membres de la société civile, des comités locaux de protection et des ONG des droits humains ont suivi du 15 au 18 avril 2021 une formation sur les droits de l'homme à Boga dans le territoire d'Irumu à 120 kilomètres de Bunia. Cette formation était organisée par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme. Trente-six participants dont 6 femmes prennent part à cette formation qui a comme objectif de renforcer le réseau local de surveillance des droits de l'homme.

SITUATION MILITAIRE

(Par le Général de division Thierry Lion, Commandant de la Force de la MONUSCO par intérim)

Merci de m'avoir invité à la conférence de presse aujourd'hui. Pour commencer, j'aimerais rappeler que le Conseil de sécurité des Nations Unies a assigné à la Mission les deux « priorités stratégiques » suivantes :

- Protection des civils
- Appui à la stabilisation, au renforcement des institutions publiques et aux grandes réformes de la gouvernance et de la sécurité.

Quand on parle de protection des civils, qu'entend-on par la ? Réduire la menace qui pèse sur les populations civiles en particulier en provenance des groupes armés ou des combats qui ont lieu entre ces mêmes groupes et les forces de défense congolaises.

Il y a aujourd'hui au moins 120 groupes armés dans ce pays... autant dire une menace permanente sur la population, qui représente dans l'est du Congo environ 20 millions de personnes...

La Force de la MONUSCO, qui compte 12.000 soldats, peut déployer au mieux 1 soldat pour protéger 1.500 civils. Vous voyez bien que la seule réponse militaire ne peut suffire et qu'elle ne résout pas des problèmes d'ordre communautaire, économique et politique.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Est-ce à dire que l'on ne peut rien faire ? Bien évidemment, non. Est-ce à dire que l'on a tout fait ? Encore non.

Est-ce à dire que l'on peut et doit mieux faire ? A l'évidence oui. C'est ce que nous cherchons à faire depuis plusieurs années en soutien des FARDC. Pourquoi en soutien ? Parce que comme le précisait le ministre de la défense dimanche sur ces mêmes ondes, les FARDC souffrent d'un manque de capacités logistiques et d'équipements que nous essayons avec nos moyens de combler en partie. A titre d'exemple, pour ce seul premier trimestre 2021, ce sont quelques 47 tonnes de vivres fournies, 30.000 litres de carburants, plusieurs évacuations sanitaires au profit de vos soldats blessés... et non au profit des ADF comme certains tentent inlassablement de le faire croire !

Ce soutien est également opérationnel par l'appui journalier de nos drones qui a permis de conduire vos valeureux soldats à la conquête de terrains tenus par les ADF, comme à Lose Lose au début du mois de janvier. Je sais que cela n'est pas assez, que vous voulez nous voir à leurs côtés engagés dans les combats. C'est ce que l'on fait comme récemment à Fataki en Ituri, le 16 avril 21, avec l'intervention rapide du bataillon népalais de la MONUSCO qui a mis fin à une incursion du CODECO dans le village de Yikpa. Et depuis hier ces mêmes Népalais interviennent avec les FARDC contre les FPIC à Marabo et Nyakunde. Ou encore, face aux ADF, sur ces trois dernières semaines : à Vido pour repousser les ADF après une attaque contre les FARDC ; au pont de Semuliki, tuant un ADF et depuis notre base temporaire à Mutwanga, où nous avons repoussé une attaque avant de venir en aide aux FARDC dans la même localité.

Mais, je le sais, vous attendez bien plus d'engagement de notre part dans cette lutte contre les ADF. C'est bien l'objet de notre excellente et permanente coopération entre Sokola 1 et la Brigade d'intervention (FIB). Comme il vous l'a été annoncé, la FIB est en cours de renforcement avec cet objectif de conduire ces opérations contre le groupe ADF qui depuis 2019 s'est dispersé dans la jungle et que nous continuons de traquer.

Toutefois, ne nous leurrions pas, les ADF bénéficient de soutien, d'agents de renseignement, ce qui nécessite une réponse plus large qu'une simple réponse militaire. C'est aussi, et avant tout, une réponse civile, policière, judiciaire, qui donnera aux opérations militaires toute leur efficacité.

Ce groupe l'a compris en cherchant à créer le doute entre son armée, sa police et la population, en cherchant à créer des tensions au sein même de cette population. A cet égard, les ADF profitent du travail que font certains groupes de pression ; ces mêmes groupes de pression qui ne sont parfois qu'au service d'ambitions politiciennes personnelles...

Alors oui, la Force de la MONUSCO ne se satisfait pas de l'image qu'elle a dans la population, et compte bien poursuivre ses efforts avec ses frères d'armes congolais pour lutter contre cette hydre sanglante, mais elle ne peut le faire sans vous, votre détermination et votre unité derrière vos soldats et ces soldats venus du monde entier pour vous aider.

Je vous remercie.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS :

VACCINATION COVID-19 :

La campagne de vaccination contre la COVID-19 en République démocratique du Congo a commencé lundi. Le Ministre de la Santé, les diplomates accrédités en RDC, le personnel de santé ainsi d'autres groupes prioritaires ont reçu leur première dose du vaccin AstraZeneca aux Cliniques Universitaires de Kinshasa, lieu du lancement officiel, y compris dans les différents sites des autres formations sanitaires de la ville-province de Kinshasa. La campagne va se poursuivre dans les 5 premières provinces actives retenues, à savoir : Haut-Katanga, Kongo Central, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Lualaba.

Près de 1,7 million de doses d'Oxford-AstraZeneca, fabriquées par le Serum Institute of India étaient arrivées de Mumbai le 02 mars 2021 via le Mécanisme COVAX. Les vaccins attribués à la RDC contribueront à couvrir le personnel de santé et d'autres groupes vulnérables, sachant que d'autres livraisons sont attendues au cours des prochaines semaines dans le cadre d'un effort inédit visant à livrer au moins 2 milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 dans le monde d'ici la fin de 2021.

Le COVAX est codirigé par Gavi l'Alliance du vaccin, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), en partenariat avec l'UNICEF ainsi que la Banque mondiale, des organisations de la société civile, des fabricants et d'autres partenaires.

Le COVAX fait partie du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, une collaboration mondiale majeure visant à accélérer la mise au point, la production et l'accès équitable aux tests, aux traitements et aux vaccins contre la COVID-19.

David McLachlan-Karr, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en RDC, a souligné que la vaccination à elle seule ne viendra pas à bout de la pandémie. Elle ne vient que compléter l'arsenal de mesures préventives en vigueur, dont les gestes barrières (distanciation physique, port de masque, lavage régulier des mains etc.), qui ont fait et continuent à faire leurs preuves.

Le COVAX a élaboré un portfolio varié de vaccins adaptés à un éventail d'environnements et de populations. Le Mécanisme est en bonne voie pour atteindre son objectif de livrer au moins 2 milliards de doses de vaccins aux pays participants dans le monde en 2021, y compris au moins 1,3 milliard de doses financées par les donateurs à l'intention de 92 pays à faible revenu participants au Mécanisme COVAX et soutenus par le système de garantie de marché COVAX de Gavi (AMC).

Au cours des derniers mois, les partenaires du COVAX ont soutenu des gouvernements et des partenaires, en particulier des pays à faible revenu, dans leurs efforts de préparation à ce moment. Ceci inclut un soutien au développement de plans nationaux de vaccination, à la mise en place d'infrastructures pour la chaîne du froid, de même que la constitution d'une réserve d'un demi-milliard de seringues et de boîtes de sécurité pour leur élimination, de masques, de gants et d'autres équipements afin de s'assurer que le personnel de santé dispose de suffisamment d'équipements pour commencer à vacciner les groupes prioritaires dès que possible.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

TANGANYIKA :

Une délégation de l'Equipe humanitaire pays (EHP) a effectué une visite dans la province du Tanganyika du 13 au 16 avril 2021. Elle a rencontré le Vice-Gouverneur et le Gouvernement, les communautés ainsi que des personnes déplacées et relocalisées. La délégation remercie chacun pour leur accueil et les échanges. L'importance du cadre provincial de concertation humanitaire avec les autorités a été souligné. L'équipe a visité des projets de partenaires humanitaires (ONG nationales, ONG internationales et agences du système des Nations Unies à Mushaba et Kyamusenji dans le territoire de Kalemie, ainsi qu'à Nyunzu.

Si la situation reste fragile (persistance de l'insécurité alimentaire aigüe, d'incidents de protection et de flambées épidémiques) et les besoins humanitaires restent importants, la délégation a pu se rendre compte d'améliorations notables des conditions de vie des populations et du potentiel de développement dans certaines zones. *Ces évolutions sont favorables à l'engagement du Gouvernement provincial pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Afin d'y parvenir, il est impératif de s'attaquer particulièrement aux causes profondes des conflits.*

Lors de sa visite à Nyunzu, la délégation de l'EHP a pris la mesure des conséquences humanitaires de la persistance des conflits intercommunautaires. « Nous encourageons les autorités à poursuivre et intensifier leurs efforts pour protéger leurs populations (Bantu, Twa et autres communautés), résoudre les conflits et assurer le respect des droits humains » a déclaré David Mclachlan-Karr, le Coordinateur humanitaire.

Dans le cadre des solutions durables pour les personnes déplacées, il est impératif qu'elles puissent faire un choix volontaire et informé sur les perspectives qui s'offrent à elles. Si une relocalisation est proposée, celle-ci doit être effectuée dans le respect de la dignité. Les autorités devraient développer un plan d'appui au retour ou à la relocalisation et l'intégration locale des personnes déplacées. La communauté humanitaire en République démocratique du Congo se tient prête à soutenir et à participer à cette planification.

« Pour permettre de réduire durablement les vulnérabilités des populations et les besoins humanitaires, la collaboration entre les acteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix est essentielle » a ajouté le Coordinateur humanitaire. L'EHP a évoqué la mise en place d'un comité de pilotage provincial, sous le leadership du Gouvernement pour promouvoir cette collaboration et l'appropriation de cette approche.

L'Equipe Humanitaire Pays reste déterminée à poursuivre sa mission et continuer à renforcer la réponse et la coordination humanitaire en faveur des populations vulnérables ainsi que les mécanismes de collaboration avec les autorités et l'ensemble des acteurs intervenant en République démocratique du Congo.

COUR PENALE INTERNATIONALE :

Dans le cadre de l'affaire Thomas Lubanga, la Chambre II de la Cour pénale internationale fixe une nouvelle dernière date limite au 1er octobre 2021 pour les demandes de réparation des victimes.

La Chambre de première instance II de la Cour pénale internationale a décidé de prolonger jusqu'au 1er octobre 2021 le délai pour que les personnes souhaitant demander réparation se manifestent au titre des réparations ordonnées par la Chambre pour les victimes des crimes pour lesquels M. Thomas Lubanga Dyilo a été condamné.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Compte tenu des différents intérêts en jeu, la Chambre a estimé raisonnable de prolonger la date limite du Fonds au profit des victimes, avec l'aide des Représentants légaux des victimes et du Bureau du conseil public pour les victimes, pour finaliser et collecter les dossiers des victimes directes et indirectes potentiellement éligibles, résidant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de Bunia, et pour les soumettre à la Section de la participation des victimes et des réparations, pour une période supplémentaire et finale de six mois se terminant le 1^{er} octobre 2021.

Les victimes sont encouragées à se manifester avant la date limite finale.

HCR :

Le Haut-Commissaire pour les réfugiés, Filippo Grandi, effectue une visite en République démocratique du Congo (RDC) qui a commencé hier et se clôturera le 24 avril 2021. Une conférence de presse est prévue demain ici à Kinshasa.

Au menu de cette visite, une rencontre avec les réfugiés centrafricains récemment arrivés en RDC suite à l'insécurité après les élections présidentielles et législatives en République centrafricaine de décembre 2020, ainsi qu'avec des personnes touchées par le conflit à l'Est du pays, des leader locaux ainsi qu'un comité de réfugiés et la population hôte.

Au moins 5,2 millions de personnes sont déplacées en RDC essentiellement dans les provinces de l'Est et au Kasai. Le HCR, à travers ses partenaires, renforce la situation de protection dans des zones affectées par les conflits cycliques, en soutenant les capacités existantes. L'approche communautaire permet aux populations d'identifier les besoins les plus urgents en donnant une réponse adaptée à la réalité locale.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06